

RAYMOND POINCARÉ
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Comment
fut déclarée
la Guerre de 1914

FLAMMARION, ÉDITEUR
26, rue Racine, PARIS

Comment fut déclarée la guerre de 1914

Raymond Poincaré



Flammarion, 1939

Exporté de Wikisource le 12/12/2016

RAYMOND POINCARÉ

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

**Comment
fut déclarée
la Guerre de 1914**

FLAMMARION, ÉDITEUR

26, rue Racine, PARIS

CHAPITRE PREMIER

J'apprends au Grand Prix l'attentat de Serajevo. — Dépêches de Vienne et de Budapest. — Une visite du comte Szecsen. — François-Joseph et Guillaume II. — Berchtold et Tisza. — La fête du 14 juillet. — Un débat militaire au Sénat

CHAPITRE II

Départ de Dunkerque. — En mer. — Le Conseil austro-hongrois du 19 juillet. — En rade de Cronstadt. — Dîner à Beterhof — Conversations avec l'Empereur. — Visite à Saint-Pétersbourg. — Réception du corps diplomatique. — À la douma municipale. — L'Impératrice et ses enfants. — À Krasnoïé-Selo. — Dîner à bord de la *France*

CHAPITRE III

Vagues nouvelles de l'ultimatum autrichien. — Arrivée à Stockholm. — Journée de fêtes, journée d'anxiété. — Départ pour Copenhague. — Les angoisses de la traversée. — 25 et 26 juillet. — Isolés de la terre. — Ce que nous ne savons pas. — M. de Schœn au Quai d'Orsay

CHAPITRE IV

Paris nous rappelle. — Nous décidons de ne pas nous arrêter à Copenhague. — Toujours en mer. — Nouvelles confusions dans les bruits de la terre. — Déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie et bombardement de Belgrade. — Débarquement à Dunkerque. — Rentrée à Paris. — Réunion du Conseil des ministres. — Visite de M. de Schœn à M. Viviani

CHAPITRE V

Une communication russe. — Recommandations pacifiques du gouvernement français. — Mesures militaires en Russie et en Allemagne. — Échecs successifs des tentatives de paix. — Suprêmes efforts de M. Viviani. — Hésitations à Saint-Pétersbourg. — Visite de sir Francis Bertie. — Guillaume II et Nicolas II. — Nouvelles propositions de sir Ed. Grey. — L'Allemagne et l'Autriche

CHAPITRE VI

Hésitations dans le cabinet britannique. — Une lettre au roi d'Angleterre. — Préparatifs militaires de l'Allemagne. — Nouvelles indirectes de Saint-Pétersbourg. — Première visite de M. de Schœn à M. Viviani. — Ultimatum de l'Allemagne à la France et à la Russie. — La mobilisation française. — Deuxième visite de M. de Schœn. — Tentatives suprêmes de paix

CHAPITRE VII

L'Allemagne déclare la guerre à la Russie. — Incursions allemandes sur notre territoire. — Violation de la neutralité luxembourgeoise. — Réponse du roi d'Angleterre. — Remaniement ministériel. — La neutralité italienne. — Ultimatum à la Belgique. — L'Allemagne déclare la guerre à la France. — Discours de sir Ed. Grey aux Communes. — Les séances du 4 août 1914 au Sénat et à la Chambre des députés

Comment fut déclarée la Guerre de 1914

CHAPITRE PREMIER

J'APPRENDS AU GRAND PRIX L'ATTENTAT DE SERAJEVO. — DÉPÊCHES DE VIENNE ET DE BUDAPEST. — UNE VISITE DU COMTE SZECSSEN. — FRANÇOIS-JOSEPH ET GUILLAUME II. — BERCHTOLD ET TISZA. — LA FÊTE DU 14 JUILLET. — UN DÉBAT MILITAIRE AU SÉNAT.

L'après-midi du dimanche 28 juin, c'était le Grand Prix de Longchamp. Mme Poincaré et moi, nous devions, suivant l'usage, aller le voir courir. Nous sommes partis par un temps splendide, avec l'équipage à la daumont, et dans les allées du Bois se pressait sur notre passage une foule insouciante et joyeuse. On ne dira jamais assez les services que rend le soleil à la popularité des chefs d'État. Nous avons trouvé, dans la tribune présidentielle, les présidents des Chambres et le corps diplomatique. Un buffet était dressé à l'intention de nos hôtes. La pureté du ciel, l'affluence des spectateurs, l'élégance des toilettes, la beauté du champ de courses dans son immense cadre de verdure, tout nous annonçait une après-midi charmante.

Je suivais d'un regard un peu distrait le galop des chevaux, lorsqu'un télégramme de l'agence Havas nous a été communiqué et a jeté la consternation parmi nous. Il y était annoncé que, dans une visite à Serajevo, l'archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand, et sa femme morganatique, la

duchesse de Hohenberg, avaient été mortellement frappés. Deux attentats successifs avaient été commis, le premier, disait-on, par un ouvrier typographe de race serbe, mais sujet autrichien, le nommé Kabrinovitch, qui avait lancé une grenade à main, mais n'avait atteint que des passants ; le second, par un étudiant, nommé Prinzip, également sujet autrichien, qui avait tiré plusieurs coups de browning, presque à bout portant, sur l'archiduc et sur la duchesse de Hohenberg et qui avait blessé celui-là à la tête et celle-ci au ventre. Tous deux, transportés au Konak, étaient morts quelques minutes après.

Bien que cette nouvelle n'ait encore aucun caractère officiel, je me crois obligé de remettre le télégramme au comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, assis non loin de moi dans la tribune. Il blêmit, se lève et me demande la permission de rentrer à son ambassade pour y attendre une information directe de son gouvernement. Les autres ambassadeurs, mis au courant, ne se retirent point, et je me trouve, par suite, forcé de rester au milieu d'eux jusqu'à la fin des courses. Mais nous ne parlons plus que de ce meurtre et des complications politiques qu'il peut entraîner. Les uns se demandent quel va être l'avenir de la monarchie des Habsbourg, les enfants de l'archiduc et de sa femme morganatique ayant été précédemment exclus de la succession au trône par la volonté de François-Joseph ; les autres s'inquiètent de voir se poser de nouveau, à l'état aigu, les problèmes balkaniques. M. Lahovary, ministre de Roumanie, est très sombre. Il redoute que ce crime ne fournisse à l'Autriche un prétexte pour déclencher une guerre.

Rentré à l'Élysée, je m'empresse de télégraphier au vieil

Empereur : *J'apprends avec une tristesse indignée l'attentat qui inflige une nouvelle douleur à Votre Majesté et qui met en deuil la famille impériale et l'Autriche-Hongrie. Je prie Votre Majesté de croire à ma profonde sympathie. À vrai dire, je n'étais pas très sûr que la mort du neveu plongeât l'oncle dans une profonde douleur. Je n'ignorais pas que leurs rapports étaient assez tendus et que François-Joseph n'avait jamais pardonné à l'archiduc héritier son mariage avec Sophie Chotek. À en croire, en effet, le général Margutti, François-Joseph, en apprenant la mort de son héritier, se serait borné à dire : « Une puissance supérieure a rétabli l'ordre que malheureusement je n'avais pas été en état de maintenir. » Quoi qu'il en soit, dès le lundi, je reçois de l'Empereur une réponse où il me remercie de mes condoléances, en termes aussi chaleureux que pourrait le faire un homme très affligé.*

Peu à peu des renseignements divers nous arrivent sur le drame de Serajevo et sur les suites qu'il peut avoir. Notre ambassadeur à Vienne, M. Dumaine, écrit le 29 juin, à M. Viviani^[1] : *Le comte Berchtold^[2] m'a parlé avec une sincère émotion de sa longue intimité avec l'archiduc défunt. Étant du même âge, il avait, dès l'enfance et pendant les années de jeunesse, entretenu avec François-Ferdinand d'Este des rapports de camaraderie, transformés au cours de l'existence en un confiant et fidèle attachement. De même, entre la duchesse de Hohenberg et la comtesse Berchtold existait une amitié qui datait de leur entrée dans la vie. La toute récente réception au château de Konopischt, où le ministre et sa femme ont été comblés des attentions les plus amicales, se trouve avoir été un suprême témoignage de ces sentiments dont le*

comte Berchtold m'entretenait avec une abondance de détails et un attendrissement qu'on n'eût pas attendus de sa réserve habituelle. Il était généralement mal jugé, me disait-il, parce qu'il avait le caractère difficile, obstiné, et qu'il était indifférent à la crainte de se faire des ennemis. Mais c'était un prince d'une intelligence vaste et capable de desseins considérables. Très injustement, il a été accusé de méditer une politique agressive contre quelques États, notamment contre la Russie. Je puis affirmer qu'il s'inspirait, au contraire, de sentiments plutôt favorables à l'Empire voisin. Il suivait en cela la tradition de son père qui, ayant rempli plusieurs missions à la Cour de Saint-Pétersbourg, avait conservé une haute estime pour le peuple russe et s'était lié d'amitié avec le tsar Nicolas. Je suis certain que l'archiduc se serait montré de tendances russophiles, s'il avait régné. Après avoir rapporté cette conversation, M. Dumaine poursuivait : Frappé d'une mort aussi honorable que cruelle dans l'accomplissement des devoirs d'un quasi-souverain et d'un généralissime, François-Ferdinand est appelé, en somme, à bénéficier du secret de son énigmatique nature. Tandis que, de son vivant, son règne était presque unanimement redouté, on lui prêterait désormais les pensées de gouvernement les plus flatteuses pour sa mémoire. Tout ce qu'il est permis de supposer, semble-t-il, c'est que la violence de ses passions l'eût peut-être déterminé à bouleverser les assises et la politique extérieure de la monarchie, sans qu'on puisse dire si l'expérience eût été heureuse. Il détestait les Hongrois et les Italiens, d'où la pensée qu'on lui attribuait de favoriser le slavisme au détriment des Magyars et de la pénétration italienne dans le littoral autrichien de l'Adriatique. Aurait-il été cependant

poussé par ces tendances, soit à instituer le trialisme, soit à doter les différentes nationalités groupées sous son sceptre d'une autonomie assez large pour satisfaire les aspirations des unes et des autres ? En Roumanie on attendait de lui une amélioration du sort des populations de Transylvanie, opprimées par les Hongrois. En Serbie, l'opinion lui était favorable, parce que l'on espérait qu'il créerait un royaume yougoslave. Mais c'était vraisemblablement compter sans son ultramontanisme étroit qui devait lui inspirer autant d'horreur pour les schismatiques des divers cultes que pour les Italiens spoliateurs des États pontificaux. À l'intérieur, seuls à peu près, les Tchèques se flattaient qu'il leur serait secourable, à cause de l'influence que sa femme, issue d'une des vieilles familles de Bohême, exerçait sur son esprit. Le peuple, sans trop le connaître, et le jugeant sur ce qu'on rapportait de son fanatisme clérical et de son avarice, ne l'aimait pas. Toutefois, maintenant qu'il a disparu, on oppose ces chances de hasardeuses rénovations à la quasi-certitude de voir se prolonger, sous le règne d'un jeune souverain sans personnalité, les traditions surannées chères au vieil Empereur actuel. La puérilité menace de succéder à la sénilité. Il y a de quoi affliger ceux qui, dans l'atmosphère viennoise d'irréflexion et d'insouciance, s'inquiètent, pour la cohésion de la Monarchie, des périls d'un très prochain avenir. Signé : DUMAINE.

Dans une autre dépêche, datée du 30, M. Dumaine ajoute : D'après M. Jovanovitch (ministre serbe à Vienne), son gouvernement se serait imposé depuis longtemps la règle de faire respecter le rigoureux isolement où sont maintenues les

deux provinces annexées. On traitait à Belgrade les frères de race du pays voisin « comme s'ils eussent été infestés du choléra ». Mais les frères Bosniaques n'ont pas besoin qu'on les excite. La grande majorité d'entre eux se résignent à attendre des événements propres à leur rêve de panserbisme ; quelques violents, plus anarchistes que patriotes, préconisent le recours aux moyens révolutionnaires. Qu'ils aient des affiliations avec des groupes semblables en Serbie même et qu'ils s'y approvisionnent des engins à employer, en Serbie, c'est encore assez vraisemblable. Si toutefois leurs menées échappent à l'ombrageuse police autrichienne, comment reprocher à l'administration serbe l'insuffisance de sa surveillance ?

Le même jour, notre consul général à Budapest écrit au Quai d'Orsay : Celui que les Hongrois dénonçaient comme leur ennemi et comme l'ami des Slaves a péri assassiné par des Serbes, C'est que François-Ferdinand n'était pas plus aimé des Serbes et des Slaves en général que des Hongrois. D'une part, on ne lui pardonnait pas d'avoir été l'inspirateur principal de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. D'autre part, les nationalistes serbes et slaves avaient toutes raisons de se méfier de ses grands projets trialistes. En donnant satisfaction à certaines revendications, en constituant ces États slaves dans le cadre même de la monarchie, ces projets étaient de nature à séparer pour toujours du royaume les Serbes de l'Empire et peut-être même un jour ou l'autre, en vertu de la force d'attraction d'un grand État, auraient-ils conduit à l'annexion pure et simple de la Serbie.

Dans l'ensemble, les appréciations de nos agents ont été

confirmées par tout ce qu'on a pu savoir plus tard des causes et des conditions de l'attentat. Il est certain que Prinzip et Kabrinovitch étaient sujets autrichiens. Il n'est pas moins certain que le conseiller de section Wiesner, chargé par le Ballplatz de procéder à une enquête au sujet du double meurtre de Serajevo, a écrit dès le 13 juillet 1914 dans son rapport officiel : *La complicité du gouvernement serbe dans la direction de l'attentat, dans la préparation ou la livraison des armes, n'est prouvée par rien, et n'est même pas à présumer. Bien plus, il y a des raisons qui font considérer cela comme impossible.* Sans doute, les deux meurtriers avaient habité Belgrade, et les grenades portaient la marque de l'arsenal serbe de Kragujevats. Mais M. Wiesner déclarait dans le même rapport : *Il n'y a pas de preuves qu'elles aient été prises dans ce dépôt au moment de l'attentat et dans cette intention, car ces bombes peuvent provenir de munitions des comitadjis datant de la guerre.*

Toujours est-il que la mort de l'archiduc, devançant celle du vieil Empereur, ne rouvrait pas seulement la question balkanique ; elle posait la question d'Autriche. Depuis quelque temps déjà, le malaise intérieur de l'Autriche s'était accru. La perte du trône d'Albanie par le prince Guillaume de Wied avait été ressentie à Vienne comme une blessure d'amour-propre, presque comme une humiliation. L'empereur Guillaume II avait lui-même cru bon de revoir son confident et ami François-Ferdinand et de s'entretenir de nouveau avec lui des affaires d'Orient. Rendez-vous avait été pris pour le 12 juin dans la propriété préférée de l'archiduc héritier à Konopischt, en Bohême. Dans son livre, *Ursachen und Ausbruch des*

Weltkriege, M. de Jagow a plaisamment donné, comme raison de cette entrevue princière, le désir qu'avaient l'Empereur et l'Archiduc d'admirer ensemble la floraison des roses. C'est une idylle, et voilà tout. Après la rencontre, M. de Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, envoyait cependant au chancelier un rapport qui débutait ainsi : *Le comte Berchtold a été invité à Konopischt par l'archiduc François-Ferdinand, après le départ de Sa Majesté l'Empereur. Le ministre m'a raconté aujourd'hui que S. A. impériale et royale a déclaré être satisfaite au plus haut point de la visite de S. M. l'Empereur. Elle a discuté avec Sa Majesté toutes les questions possibles et a pu constater l'entière concordance de leurs vues.*

Quels qu'aient été les sujets traités dans ces mystérieuses conversations, il est à noter qu'elles ont été immédiatement suivies de mesures militaires inexplicables. Le 27 juin, c'est-à-dire la veille de l'attentat de Serajevo, notre ministre à Belgrade écrivait : *Des mesures militaires ont été prises depuis quelques jours sur la frontière serbe. On a concentré cent mille hommes en Bosnie et en Dalmatie, et établi un cordon de troupes et de gendarmerie sur les bords de la Save et du Danube, d'Orsova à Raca. La brigade de Semlin a été munie de cavalerie et d'artillerie. Le chemin de fer est gardé militairement de Semlin à Szabatka.*

Ce n'était pas tout. Entre le 14 et le 27 juin, avant que l'archiduc fût parti pour Serajevo, le Ballplatz rédigeait un important mémoire destiné à démontrer que la situation était devenue intolérable pour l'Autriche dans les Balkans. Après la révolution du 9 novembre 1918, en une heure où l'Allemagne presque tout entière semblait ouvrir les yeux à la vérité, Karl

Kautsky, secrétaire d'État adjoint des Affaires étrangères du Reich, remarquait avec raison qu'on ne pouvait guère voir en ce document du Ballplatz autre chose qu'un projet, conçu en style diplomatique, de guerre préventive contre la Russie. Les auteurs du mémoire s'en prenaient, en effet, d'abord à la Roumanie, dont le roi, tout Hohenzollern qu'il fût, venait de recevoir le Tsar à Constantza, et qu'ils dénonçaient comme cherchant, en dépit de toutes les « remontrances amicales », à s'éloigner de la politique austro-hongroise. Il n'y avait plus, disaient-ils, à espérer de changement favorable et ils concluaient que l'Autriche devait désormais renoncer, non seulement à l'égard de la Roumanie, mais à l'égard de la Serbie et de la Russie, à ce qu'ils appelaient « la politique de l'attente tranquille ». Il fallait provoquer une alliance entre la Bulgarie et la Turquie et utiliser l'action combinée de ces deux peuples contre la Serbie. Ce mémoire, où se révèle si crûment la pensée secrète de l'Autriche-Hongrie, la propagande allemande s'est efforcée depuis quelques années de l'ensevelir sous les commentaires du *Livre noir* soviétique. Mais il n'en était pas moins rédigé dès le 24 juin et il était évidemment fait pour préparer l'encerclement et l'humiliation de la Serbie.

Ce document significatif allait partir pour Berlin au moment même où est tué François-Ferdinand. Aussitôt, François-Joseph en presse l'expédition et l'appuie d'une lettre autographe à Guillaume II : *Les efforts de mon gouvernement écrit-il, doivent désormais avoir pour but l'isolement et l'amoindrissement de la Serbie. La première étape dans cette voie serait à chercher dans un renforcement de l'autorité du gouvernement bulgare actuel, de façon que la Bulgarie, dont*

les véritables intérêts concordent avec les nôtres, demeure à l'abri d'un retour à la russophilie. Lorsqu'on saura à Bucarest que la Triple-Alliance est décidée à ne pas abandonner l'idée de s'adjoindre la Bulgarie, mais qu'elle est disposée à engager celle-ci à se lier avec la Roumanie et à garantir l'intégrité territoriale de cette dernière, on reviendra peut-être de la dangereuse direction où l'on a été poussé par l'amitié serbe et par le rapprochement avec la Russie. On pourrait de plus, en cas de succès, tâcher de réconcilier la Grèce avec la Bulgarie et avec la Turquie. Il se formerait ainsi, sous les auspices de la Triple-Alliance, une nouvelle ligue balkanique qui aurait pour objet d'arrêter la pression de la vague panslavite et d'assurer la paix à nos États. Tout cela ne sera possible que si la Serbie, qui est actuellement le pivot de la politique panslavite, est éliminée des Balkans en tant que facteur politique.

En même temps, le mémoire est complété par une conclusion énergique : *La nécessité s'impose pour la Monarchie de déchirer d'une main vigoureuse le réseau que son adversaire voulait jeter sur sa tête comme un filet.*

La mort de François-Ferdinand n'a donc pas été la cause, elle n'a été que l'occasion et le prétexte de la *Strafexpedition* que l'Autriche préparait déjà contre la Serbie. Aussi bien, le lendemain même de l'attentat, le comte Berchtold disait au chef d'état-major, Conrad von Hoëtzendorff, que l'heure avait sonné de résoudre la question serbe. Le ministre des Affaires étrangères annonçait en même temps, au comte Tisza, président du Conseil hongrois, « son intention de profiter du crime de Serajevo pour régler les comptes avec la Serbie ». Le comte Tisza était alors assez hésitant. Non pas, semble-t-il, par

amour de la paix, car il écrivait lui-même : « Ce serait le moindre de mes soucis que de trouver un *casus belli* convenable » ; mais il ne jugeait pas opportune une agression immédiate contre la Serbie parce que, redoutant l'intervention de la Russie, il voulait d'abord augmenter les chances de l'Autriche-Hongrie par un appui certain de Bucarest et de Sofia. Sans tenir compte de cet avis, Berchtold envoie à Berlin, dès le soir du 4 juillet, son chef de cabinet, le comte Hoyos, porteur du mémoire et de la lettre impériale.

À Paris, nous ignorions naturellement cette correspondance secrète et les desseins dont elle contenait l'aveu. L'opinion était encore plus loin de les soupçonner que le gouvernement. Vienne, Budapest, Serajevo, ce sont, pour nombre de Français, des villes qui se perdent dans les brumes du lointain, et les ministres eux-mêmes ont des sujets de préoccupation plus proches que la disparition de l'archiduc. Au Conseil du mardi 30 juin, on parle un peu de l'Autriche ; on parle beaucoup des congrégations.

Je me dédommage de la politique en recevant à dîner, à l'occasion des Salons, les membres des sociétés d'artistes et en passant avec eux, sur la terrasse et dans le jardin, une délicieuse soirée. Puis, recommence la série des fêtes et des cérémonies. Grand prix cycliste à Vincennes. Assistance nombreuse et populaire. Nous sommes au dimanche 5 juillet. Le comte Hoyos est arrivé à Berlin. Mais nul à Paris ne le sait et personne dans cette foule ne pressent la catastrophe qui menace le monde : pas plus moi, qui préside, que les braves gens qui m'acclament. Les nouvelles que nous recevons de l'Est européen sont encore très vagues. Nous sommes

exactement renseignés sur ce qui se voit, mais comment nos représentants devinaient-ils ce qui ne se voit pas ? Le 2 juillet, M. de Valicourt, consul de France à Trieste, adresse au Quai d'Orsay un intéressant rapport sur l'arrivée des dépouilles mortelles de l'archiduc et de sa femme. La veille, le dreadnought autrichien *Viribus unitis*, transportant les deux corps et escorté de plusieurs cuirassés et torpilleurs, a jeté l'ancre dans le port. Dans toute la ville, le long des belles rues aux maisons hautes, sans volets ni persiennes, dont parle Stendhal dans sa correspondance, ce ne sont que tentures de deuil et drapeaux cravatés de crêpe. Le 2, dans la matinée, les cercueils sont débarqués sur le rivage. Quoique italienne de race et de langue, la population de Trieste se presse, respectueuse, sur le parcours du cortège. L'itinéraire est le même que celui qu'on a fait suivre, le 18 janvier 1868, aux restes de l'empereur Maximilien. Sept voitures mortuaires, chargées de plus de deux cents couronnes, précèdent les deux corbillards. Les corps sont déposés à la gare méridionale dans un wagon funéraire, qui, à dix heures du matin, se met en marche sur Vienne. Cinq minutes après, il traverse sans arrêt la station de Miramar, en vue de ce château où, en avril dernier, l'archiduc a si magnifiquement reçu l'empereur Guillaume, devant l'escadre venue de Pola pour saluer les deux grands alliés.

Le 2, au soir, les cercueils arrivent à Vienne et y sont publiquement exposés à la lueur des flambeaux. C'est alors M. Dumaine qui nous décrit la suite des cérémonies funèbres. Il ajoute qu'à aucune d'elles n'a été convié le corps diplomatique et qu'à aucune non plus ne s'est montré

Guillaume II. Le Kaiser avait annoncé dès la première heure qu'il assisterait aux obsèques. Il avait été si récemment l'hôte joyeusement accueilli de l'archiduc à Konopischt que son désir de lui rendre les derniers devoirs semblait tout naturel. Mais il voulait amener avec lui les officiers du régiment prussien dont le défunt était colonel honoraire et là, comme partout, frapper par l'éclat de sa présence. C'était une prétention qui s'accordait mal avec le programme modeste et terne qu'on avait préparé. L'impitoyable étiquette ne permettait pas, en effet, que l'épouse morganatique de l'archiduc participât à des honneurs princiers. Pas un seul membre de la famille des Habsbourg ne s'était dérangé pour accompagner de Serajevo à Vienne les dépouilles des victimes. L'armée n'avait pas été admise aux funérailles de son généralissime ; et, sous prétexte de ménager la santé du vieil Empereur, on avait réussi à éviter la venue des souverains étrangers et de leurs familles. L'empereur d'Allemagne, éclairé sur l'accueil fait à ses ouvertures, s'était ravisé et avait annoncé qu'il était retenu à Potsdam par une légère indisposition. En même temps que M. Dumaine donnait au gouvernement de la République ces curieux détails, il pressentait déjà ce qui se tramait dans l'ombre, et il écrivait : *Après avoir, vivant, suscité tant de craintes et soulevé tant d'inimitiés, l'archiduc François-Ferdinand d'Este demeure, jusque dans la mort, inquiétant et menaçant. L'attentat auquel il a succombé ranime les haines contre la Serbie et même la Russie. Sous prétexte de venger l'assassinat, c'est presque toute la question des Balkans que l'on prétend rouvrir.*

Déjà, d'ailleurs, l'Allemagne, sans même connaître

exactement les circonstances du meurtre, prend parti pour l'Autriche contre la Serbie, et, le 4 juillet, M. de Manneville, qui remplace à Berlin notre ambassadeur en congé, télégraphie à M. René Viviani : *Le sous-secrétaire d'État des Affaires étrangères m'a dit hier et a répété aujourd'hui à l'ambassadeur de Russie qu'il espérait que la Serbie donnerait satisfaction aux demandes que l'Autriche pouvait avoir à lui adresser en vue de la recherche et de la poursuite des complices du crime de Serajevo. Et il a ajouté que, si la Serbie agissait autrement, elle aurait contre elle l'opinion de tout le monde civilisé.*

M. Sazonoff^[3], au contraire, semble porté à défendre la Serbie contre des procédés arbitraires. Il a signalé amicalement au comte Czernin, chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, l'irritation inquiétante que les attaques de la presse viennoise contre la Serbie, à la suite d'un crime commis sur territoire austro-hongrois par des sujets autrichiens, risqueraient de produire en Russie ; et comme le comte Czernin laissait entendre que le gouvernement austro-hongrois serait peut-être obligé de rechercher sur le sol de la Serbie les instigateurs de l'attentat de Serajevo, M. Sazonoff l'a interrompu : « Aucun pays plus que la Russie, a-t-il dit, n'a eu à souffrir des attentats préparés sur territoire étranger. Avons-nous jamais prétendu employer contre un pays quelconque les procédés dont vos journaux menacent la Serbie ? Ne vous engagez pas dans cette voie ; elle est dangereuse. »

Le 5 juillet, le comte Szecsen vient à l'Élysée et me remercie encore, au nom de l'empereur François-Joseph et du gouvernement austro-hongrois, des condoléances que j'ai

exprimées au souverain et à la famille impériale. Je renouvelle, au cours de l'entretien, l'assurance que ce crime a causé dans la France entière un véritable sentiment d'horreur. Je remarque discrètement qu'en général les assassinats politiques ne sont, comme celui du président Carnot, en France, que des actes de fanatiques isolés. Le comte Szecsen, aux intentions pacifiques duquel j'ai souvent rendu hommage, me répond cependant, comme si déjà il avait reçu un mot d'ordre : « Le crime de Caserio ne correspondait à aucune agitation francophobe en Italie. Au contraire, depuis bien des années, on emploie en Serbie tous les moyens licites et illicites pour exciter les Slaves contre la Monarchie austro-hongroise. »

La thèse que m'a présentée avec modération l'ambassadeur impérial ne tarde pas à devenir celle du gouvernement austro-hongrois. Tout le monde à Vienne parle couramment d'en finir avec la Serbie. Dès le 30 juin, M. de Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne en Autriche, constate la généralité de cet état d'esprit et en fait part à la Wilhelmstrasse : *Hier, écrit-il, j'entendis des gens sérieux exprimer le désir de régler définitivement le compte des Serbes. Je profite de toute occasion pour déconseiller tranquillement, mais sérieusement, des mesures précipitées. À la bonne heure ! Voilà un ambassadeur d'Allemagne qui se distingue par sa modération. Mais son rapport est soumis à l'Empereur et Guillaume aussitôt l'annote rageusement : Qui l'y a autorisé ? écrit-il (qui a autorisé Tschirschky à tenir ce langage raisonnable ?). C'est très bête. Cela ne le regarde pas du tout. C'est exclusivement l'affaire de l'Autriche de décider ce qu'elle doit faire. Après, si cela va mal, on dira : C'est l'Allemagne qui n'a pas voulu !*

Que Tschirschky me fasse le plaisir de laisser là toutes ces sottises. Avec les Serbes, il faut en finir le plus tôt possible. Maintenant ou jamais ! Dans ce mot d'ordre impérial, impérieux et impératif, apparaît tout Guillaume II, tel que nous l'a dépeint son compatriote, M. Émile Ludwig, en un livre qui n'est pas sans erreurs, ni même sans injustices, mais qui nous permet de mesurer les ravages de l'orgueil dans un cerveau troublé d'autocrate.

Le 5 juillet, pendant que je reçois la visite de remerciements du comte de Szecsen, ont lieu au château de Potsdam de longues et mystérieuses entrevues. Le comte Hoyos vient d'arriver à Berlin porteur du mémoire autrichien et de la lettre de François-Joseph. L'ambassadeur d'Autriche à Berlin, le comte de Szogyéni, reçoit ces pièces des mains du comte Hoyos et se charge de les remettre à Guillaume II. Il demande audience à l'Empereur et il est invité à déjeuner à Potsdam. Le compte rendu de sa démarche, rédigé par lui le soir même, figure dans le *Livre rouge* autrichien de 1919. L'Empereur, après avoir pris connaissance de la lettre et du mémoire, déclare que l'Autriche peut compter sur le plein appui de l'Allemagne ; il est d'avis qu'on ne doit pas attendre longtemps pour agir. L'attitude de la Russie, ajoute Guillaume, sera certainement hostile, mais il est depuis longtemps préparé à cette éventualité et l'Autriche peut être assurée que, même si une guerre éclate entre elle et la Russie, l'Allemagne se tiendra fidèlement à ses côtés. La Russie, du reste, n'est pas prête à la guerre.

Le lendemain matin, M. de Bethmann-Hollweg^[4], après avoir été mandé par l'Empereur, reçoit, à son tour,

l'ambassadeur d'Autriche et il a avec lui un entretien que nous connaissons à la fois par un télégramme du chancelier à M. de Tschirschky et par le rapport de l'ambassadeur d'Autriche à son gouvernement.

M. de Bethmann-Hollweg se déclare prêt à engager une action diplomatique pour faire entrer la Bulgarie dans la Triplice et pour resserrer l'alliance austro-roumaine. Il promet également que l'Allemagne, « conformément aux obligations de l'Alliance et à sa vieille amitié », restera aux côtés de l'Autriche-Hongrie dans une action contre la Serbie.

Le comte de Szogyéni précise que l'appui garanti par le chancelier ne comporte ni réserves ni conditions, et que M. de Bethmann-Hollweg a déclaré : « En ce qui concerne les rapports de l'Autriche avec la Serbie, le gouvernement allemand s'en tient au point de vue que c'est à l'Autriche à juger ce qu'il faut faire pour les régler. Elle peut, à cet effet, quelle que soit sa décision, compter avec certitude que l'Allemagne se trouvera derrière elle comme alliée et comme amie. »

L'ambassadeur d'Autriche à Berlin rapporte enfin que M. de Bethmann-Hollweg a, comme l'Empereur, exprimé l'opinion que l'Autriche devait agir sans tarder. Cette phrase est confirmée par le comte Hoyos, qui a été directement mêlé aux négociations des 5 et 6 juillet : « Je considère, dit-il, comme de mon devoir de déclarer qu'à Berlin, le comte de Szögyéni et moi, nous avons eu tous deux l'impression que le ^=) ('gouvernement allemand était favorable à une action offensive immédiate de notre part contre la Serbie, tout en reconnaissant fort bien qu'une guerre mondiale pouvait s'ensuivre. »

Mais il y a eu à Potsdam et à Berlin, les 5 et 6 juillet, d'autres conversations que celles que je viens de résumer. On a même pensé qu'il s'était tenu au château impérial un grand conseil de la Couronne. Il semble bien que les entretiens du 6 juillet n'ont pas pris cette forme solennelle, mais il n'en est pas moins établi qu'à cette date, et, après avoir reçu l'ambassadeur d'Autriche, l'Empereur a eu de longues conférences avec les plus hautes autorités militaires et navales.

D'après le *Livre blanc* qu'a publié le Reich au mois de juin 1919, rien n'aurait été plus inoffensif et plus banal que ces conversations. Dans un déjeuner sans cérémonie, on aurait échangé de vagues propos sur la situation politique. Le lendemain, Guillaume, complètement rassuré par ses visiteurs, serait parti pour sa croisière dans la mer du Nord, avec toute la tranquillité d'une conscience sans peur et sans reproche. Le *Livre blanc* ajoute cependant : *Il n'a pas été pris (à Potsdam) de décisions spéciales, puisqu'il n'était pas possible de refuser à l'Autriche l'appui qui lui était dû, en vertu des obligations de l'alliance, dans les demandes de garanties réelles à obtenir de la Serbie. Le Livre blanc reconnaît, en outre, expressément qu'à Berlin on tenait également compte de la possibilité de l'immixtion de la Russie et de ses conséquences, mais, ajoute-t-il, on ne comptait pas sur une probabilité quelconque de guerre générale. Quant à une intention de provoquer un conflit européen, il ne peut en être question.*

Ces explications lénitives se heurtent à de nombreux démentis. Le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, a confirmé, dans ses *Mémoires*, les renseignements donnés par le comte de Szögyéni. *Je reçus, dit-il, à la fin de*

juin ordre de l'Empereur d'aller à Kiel... À bord du Meteor (le yacht de l'Empereur), j'appris la mort de l'héritier présomptif austro-hongrois. Sa Majesté exprima son regret que ses efforts pour gagner l'archiduc à ses idées se trouvassent ainsi déjoués. Je ne sais si un plan de politique active dirigée contre la Serbie avait déjà été établi à Konopischt... Je vis à Berlin le chancelier impérial et lui dis que je croyais notre situation extérieure fort satisfaisante, étant donné que nous nous trouvions sur un meilleur pied avec l'Angleterre que nous ne l'avions été depuis longtemps... En France, aussi, un gouvernement pacifique était au pouvoir. Herr von Bethmann-Hollweg ne parut pas partager mon optimisme et se plaignit des armements russes... On se garda naturellement de me dire que le général von Moltke (chef d'état-major allemand) insistait pour que l'on fît la guerre. J'appris cependant que Herr von Tschirschky avait été blâmé à cause du rapport où il disait avoir conseillé à l'Autriche la modération envers la Serbie. À mon retour de Silésie, je m'arrêtai quelques heures à Berlin (4 juillet) et j'y appris que l'Autriche était décidée à agir contre la Serbie, afin de mettre fin à un état de choses intolérable. Par malheur, je n'attachai pas sur le moment à cette nouvelle l'importance qu'elle avait... Je sus par la suite qu'au cours de la discussion décisive qui eut lieu à Potsdam le 5 juillet la question posée par Vienne avait obtenu l'assentiment sans condition de toutes les personnes autorisées, et même avec cette addition qu'il n'y aurait pas grand mal à ce qu'il en résultât une guerre avec la Russie. C'est du moins ce qui est relaté dans le procès-verbal autrichien que le comte Mensdorff (ambassadeur d'Autriche-Hongrie en Angleterre) a reçu à Londres.

D'autre part, M. Maurice Bompard, ancien ambassadeur de France à Constantinople, aujourd'hui sénateur de la Moselle, m'a fourni sur les entrevues de Potsdam les indications suivantes : *À cette époque, m'a-t-il écrit, mon collègue le baron Wangenheim, ambassadeur d'Allemagne en Turquie, était à Berlin. Il rentra un peu à l'improviste à Constantinople le 14 juillet. Dans les jours qui suivirent, il rendit visite au marquis Garroni, ambassadeur d'Italie. Il lui dit alors, comme parlant à un allié : « La guerre est décidée ; la résolution en a été prise dans un grand conseil qui s'est réuni à Potsdam, sous la présidence de l'Empereur, avant son départ pour la Norvège. » Le marquis Garroni a, tout d'abord, gardé pour lui cette confiance. Il semble même que le fait lui ait paru si monstrueux qu'il a eu peine à y ajouter foi. Mais, lorsque la guerre eut éclaté, le baron Wangenheim en fit part à tout venant. M. Morgenthau, ambassadeur d'Amérique, rapporte dans ses Mémoires le récit détaillé que son collègue allemand fit à lui-même de ce Conseil, dans les premiers jours d'août 1914. Comme de juste, les indications du baron Wangenheim parvinrent assez vite à mes oreilles et, dès cette époque, j'en ai reçu la confirmation du marquis Garroni lui-même auprès de qui je cherchais à en contrôler l'exactitude.*

Au surplus, dans le premier Livre blanc publié par l'Allemagne au début de la guerre, au moment où l'Empire se croyait assuré de la victoire, on n'avait pas pris autant de précautions qu'on a cru devoir en prendre depuis la défaite, et on avait laissé échapper cet aveu : *Nous pouvions dire, de tout cœur, à notre alliée que nous partagions sa manière de voir, en l'assurant que l'action qu'elle considérait comme nécessaire*

pour mettre fin à l'agitation poursuivie en Serbie contre l'existence de la Monarchie aurait toutes nos sympathies. Nous avons conscience que des actes d'hostilité de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie pouvaient mettre en scène la Russie et nous entraîner dans une guerre correspondant à nos obligations d'alliance.

L'Empereur n'ignorait donc pas qu'en laissant le champ libre à



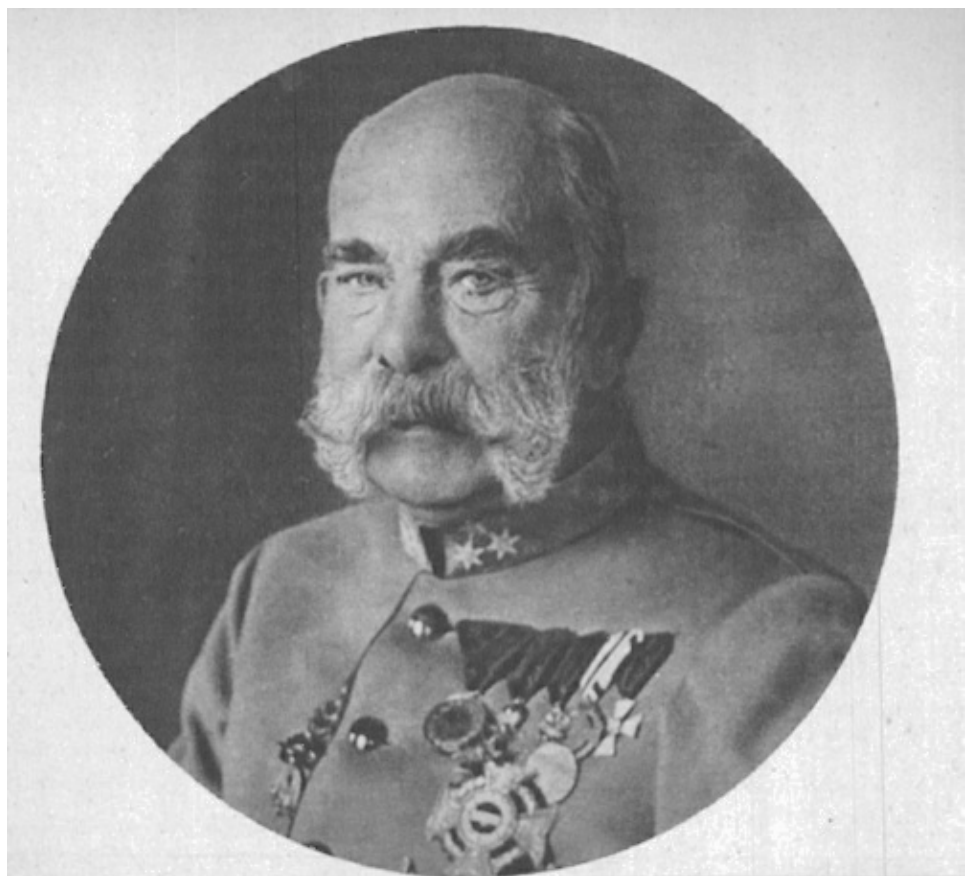
Photo Kahl.

L'ATTENTAT DE SERAJEVO. — L'archiduc François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg quittent l'Hôtel de Ville de Serajevo pour se rendre à l'hôpital militaire visiter le lieutenant Merizzi, victime d'une première bombe lancée sur l'archiduc.



Photo Walter Tausch.

L'ATTENTAT DE SERAJEVO. — Après l'assassinat de l'archiduc et de la duchesse de Hohenberg, le meurtrier Garilo Prinzip est conduit par les agents au poste de police.



En médaillon : FRANÇOIS-JOSEPH.